



Audit organisationnel Et si nous disions « STOP ! »

Où va s'arrêter la machine à broyer qui a été mise en route par la nouvelle Municipalité ?

Chaque jour qui passe, fait que nous rencontrons des collègues qui nous font part de leurs inquiétudes (personnelles, professionnelles), de leur mal vivre au travail et des situations de stress qui sont engendrées.

La machine à laminer les êtres, les consciences est passée par là et continue inlassablement à broyer ce qui existait, ce qui subsiste encore et tout ce qui pouvait détenir, ne serait-ce qu'une once, un peu de responsabilité ou d'implication dans la situation antérieure.

Le plus fort, et c'est là que l'appareil de cette municipalité est fort, c'est que cet appareil a réussi (espérons-le, pas totalement) à faire faire le sale boulot par les uns contre les autres et réciproquement.

Tout cela n'est pas très digne et nous osons espérer que nous ne vivrons pas des situations où le stress ambiant et les brimades permanentes n'entraîneront pas des collègues plus faibles mentalement à des actes irréparables.

La détresse est grande, tout autant que l'écœurement et le découragement à faire ce pourquoi nous sommes là, c'est-à-dire faire vivre le service public !

Comment croire aujourd'hui que cette Municipalité s'est donnée comme objectif d'amener plus de justice, plus d'égalité, plus de respect et moins de discrimination !

Comment croire que cela est possible au nom de la gauche ?

Il faut arrêter tout cela ! Il faut exiger ce respect auquel chacune et chacun d'entre nous a droit ! Il faut que cesse ce mépris permanent affiché par bon nombre d'élus pour lesquels, un simple bonjour serait un abaissement auquel ils ne sauraient se résoudre !

Certes, il faut changer des choses dans l'organisation et impulser une autre politique ; certes il faut réorienter l'action municipale ; certes il faut satisfaire des besoins de la population qui auraient été délaissés au cours de ces longues années de gestion par la droite.

Mais cela justifie t'il d'être en permanence en défiance vis-à-vis de ceux qui font le service public au quotidien ? Cela justifie t'il de les mépriser et de les écraser ?

Le maître mot (après la rupture), c'est démocratie participative !

On ne pourrait qu'être d'accord tant l'intention est louable ; mais nous savons tous que cette démocratie participative n'est pas à l'ordre du jour dans les services même sous un habillage de pseudo concertation.

Nous savons tous que ce terme ne sert qu'à endormir les masses, la population et les usagers.

Ce qu'attendent nos concitoyens, ce sont des actes concrets qui les aideraient à mieux vivre et concourraient un tant soit peu à leur permettre de vivre un peu plus dignement face à la politique de casse de la droite au pouvoir.

Ce qu'attendaient les personnels (eh oui ! c'est déjà du passé !) c'est une meilleure reconnaissance, une mise en valeur de leur savoir faire et pas cette situation actuelle qui fait qu'au plan local sous couvert d'une étiquette de gauche, on accompagne plus qu'on ne la combat, la politique de casse des femmes et des hommes.

De grâce d'ailleurs, il serait tant que cette Municipalité s'interroge sur ce qu'est la gauche, sur ses valeurs, sur son rôle et sur les espoirs que cela représentait dans beaucoup de tête.

Nous disons STOP à tout cela et nous vous appelons à nous rejoindre, ou à être à nos côtés pour ramener ces élus majoritaires au sens des valeurs et à les faire s'interroger sur le rôle objectif qu'ils jouent.

Nos propositions d'actions, que ce soit le 29 janvier ou le 2 février, seront l'occasion de relever la tête et de dire STOP A LA CASSE des outils et des êtres !

Se syndiquer, un acte essentiel !

Plus on est à revendiquer, plus on a de chance de gagner !

Rejoignez l'UFICT-CGT

**JOURNEE D'ACTION
INTERPROFESSIONNELLE
DU 29 JANVIER 2009 :
POUR LA FONCTION PUBLIQUE,
TOUTES ET TOUS
EN GREVE ET DANS LES
MANIFESTATIONS**

Les organisations syndicales de la Fonction publique s'inscrivent totalement dans la déclaration commune de propositions et revendications signée le 5 janvier 2009 par les 8 organisations au plan interprofessionnel.

En appelant les fonctionnaires et agents publics à participer massivement à la grève et aux manifestations le 29 janvier prochain, elles entendent exiger du gouvernement des réponses à leurs revendications portant sur :

- L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009 ;
- L'ouverture urgente de négociations salariales visant en particulier à augmenter significativement la valeur du point et à réévaluer l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents ;
- Le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité et l'aggravation des conditions de travail ;
- Les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la Révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité.

Sans prise en compte de ces exigences, elles prendront les dispositions pour donner les suites à cette journée.

A cet effet, elles ont convenu de se revoir consécutivement à la rencontre des organisations syndicales au plan interprofessionnel prévue le 2 février 2009.

A Reims, L'UFICT-CGT vous appelle à fermer les services et à participer massivement à la manifestation à 10 h Maison des Syndicats



**Le 2 Février à l'appel des syndicats
CGT et SUD, exigez de la
Municipalité le respect et la
reconnaissance**

La Municipalité doit montrer qu'elle a choisi de reconnaître la valeur de ses agents et qu'elle respecte ceux qui font le service public au quotidien.

Pour cela, il n'est pas admissible qu'elle se contente de l'aumône qu'elle entend faire à la catégorie C.

Elle ne peut non plus s'entêter à casser toutes les organisations actuelles

L'enveloppe proposée aujourd'hui pour l'ensemble des agents Ville et CAR est en dessous de la moindre des espérances.

Les propositions sont évidemment largement inférieures aux attentes et aux besoins des agents.

Il est évident que les agents peuvent et doivent obtenir davantage !

Qui peut donc oser dire que notre revendication mettrait en péril les finances la Ville, alors que dans le même temps nombre de dépenses somptuaires sont réalisées et que l'austérité n'est pas la même pour tous ?

Par ailleurs, l'ambiance générale qui règne dans nos administrations est devenue insupportable.

Avec la réorganisation des services, une grosse tension pèse sur beaucoup d'entre nous. Les déplacements d'office ou les rétrogradations de fonctions deviennent monnaie courante et sont utilisées pour intimider les personnels.

Personne n'ose imaginer le sort qui pourrait être fait aux agents qui auront la malchance d'être touchés par la réorganisation de leur direction et vont être déplacés.

Il nous faut donc nous mobiliser toutes et tous ensemble pour démontrer à la nouvelle municipalité que nous ne sommes pas prêts à accepter d'être considérés comme des pions et que nous exigeons le respect de ce que chaque agent a fait pour les reimois et les habitants de l'agglomération depuis des années.

Nous appelons à participer au rassemblement des personnels le **lundi 2 février à 9 heures devant l'Hôtel de Ville, jour de la poursuite des négociations**

Drôit de grève et modalités

Pour ces journées d'action, nous vous appelons à observer au minimum 2h de grève ; les retenues sur salaire sont en conséquence et limitées à la durée déclarée.

Et si les directeurs refusaient d'établir les listes de grévistes... Nous les y invitons ! Comme nous les invitons à manifester !